

« La N-VA et Israël : un front contre les Nations unies »

Knack Opinion (tribune libre) : 2 septembre 2021

« La finalité politique – l'affaiblissement, non pas du racisme, mais des Nations unies – justifie une fois de plus les moyens », écrit un groupe d'universitaires et de personnes du monde associatif à propos de la demande adressée par la N-VA au gouvernement fédéral de se tenir à l'écart de la conférence des Nations unies contre le racisme.

Le 30 août, nous pouvions lire sur le site de *Knack* : « Le président de la N-VA Bart De Wever et le député Michael Freilich invitent la Belgique à se tenir à l'écart de la conférence des Nations unies contre le racisme, le 22 septembre à New York. » Sous la photo du député Freilich suivait alors cette brève explication : « D'après le parti, la conférence baigne dans une atmosphère de judéophobie à l'état brut et d'antisémitisme. »¹

Les Nations unies sont le seul organisme mondial qui se donne pour but la protection d'un ordre mondial reposant sur des principes de droit, sur les droits de l'homme et le respect mutuel entre les nations. Les efforts de certains régimes et acteurs politiques en vue de saper l'ONU sont de ce fait extrêmement alarmants et dangereux. En ce qui concerne la N-VA, ce n'est pas la première qu'elle s'y prête. Rappelez-vous la saga de Marrakech. En ce qui concerne l'attaque grossière d'aujourd'hui (« judéophobie à l'état brut ») contre une conférence antiraciste d'une journée de l'ONU (laquelle doit toujours avoir lieu), il convient, pour une bonne compréhension des choses, de fixer son attention sur le contexte international.

L'appel s'inscrit on ne peut mieux dans la campagne assez agressive lancée voici quelques semaines déjà par le président de l'État d'Israël. Lors de l'inauguration, le 13 juillet à Jérusalem, du « Forum mondial de lutte contre l'antisémitisme », Isaac Herzog n'avait pas hésité à diaboliser « dans le pire sens du terme » la conférence de l'ONU contre le racisme « comme un rassemblement de haine et de calomnie, un événement antisémite ».² Il avait invité « les pays et les organisations » à s'unir et à « agir unanimement, avec détermination et sans crainte, contre la conférence de Durban IV en septembre, afin de faire en sorte qu'elle n'ait pas lieu ».

Comme De Wever et Freilich n'ont pas omis de le mentionner, cette campagne politique négative a déjà reçu l'aval d'une série de pays qui nous entourent et de « nos principaux alliés, dont les États-Unis, le Canada et l'Australie ».

Le gouvernement belge qui, dans sa déclaration gouvernementale de septembre dernier, s'est engagé à intervenir en faveur des droits des Palestiniens, et d'une « politique de différenciation » vis-à-vis des colonies israéliennes en Cisjordanie,³ est mis sous pression afin de se joindre au boycott instauré par Israël à l'encontre de la prochaine conférence antiraciste de l'ONU...

À propos de cette conférence qui doit encore avoir lieu, convient-il d'ajouter qu'elle « baigne dans une atmosphère de judéophobie à l'état brut » ? Sur le site même de l'ONU, nous lisons que « l'Assemblée générale des Nations unies entend réunir les dirigeants mondiaux afin de commémorer le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ».⁴

La Déclaration et le Programme d'action constituaient la touche finale de la « Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui s'y rapporte », laquelle avait eu lieu du 31 août au 8 septembre 2001 à Durban, en Afrique du Sud.⁵ Après l'antisémitisme (par. 58) et l'Holocauste (par. 61), le texte exprime (par. 63) des inquiétudes « à propos de la situation critique du peuple palestinien sous une occupation étrangère » et il reconnaît « le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement d'un État indépendant ».

Dans la même phrase, néanmoins, il est encore dit que « le droit d'Israël à la sécurité » est lui aussi reconnu.⁶ Et tout de suite après, dans le paragraphe 64, figure un appel en faveur de la paix au Moyen-Orient :

« Nous appelons à une paix juste, générale et durable dans la région, dans laquelle tous les peuples coexisteront à part égale et jouiront de l'égalité, de la justice et de droits humains universellement reconnus, ainsi que de la sécurité. »

« Judéophobie à l'état brut » ? Mais dans quel *realitysoap* messieurs De Wever et Freilich (et leur parti) vivent-ils donc ?

Pour ne rien oublier, à l'époque de la Conférence mondiale contre le racisme, en 2001, avec ses « Déclaration et Programme d'action » – dont l'Assemblée générale de l'ONU commémorera le 20^e anniversaire le 22 septembre prochain –, les ONG internationales présentes à Durban⁷ ont rendu publique leur propre 'WCAR NGO Forum Declaration'.⁸ Celle-ci s'est ralliée aux recommandations des « Forums des ONG » qui avaient eu lieu plus tôt dans les capitales de nombreux pays. Dans les paragraphes 98 et 99 de cette « WCAR NGO Forum Declaration », « les caractéristiques d'Israël que sont l'apartheid et d'autres crimes racistes contre l'humanité » sont dénoncées en détail et condamnées. L'association trompeuse opérée, après, dans les milieux occidentaux entre cette « NGO Forum Declaration » et les « Déclaration et Programme d'action » rendus publics par la Conférence mondiale de l'ONU contre le racisme et la discrimination a, à l'époque et aujourd'hui encore, débouché sur une campagne de diffamation très orchestrée contre « Durban ».

Pour en revenir à cette intervention du 30 août, nous ne pouvons que constater que, malgré sa formation d'historien, le président de la N-VA, Bart De Wever, n'est pas parvenu à lire les deux documents avec le soin qui s'imposait, ni à les distinguer l'un de l'autre. La finalité politique – l'affaiblissement, non pas du racisme, mais des Nations unies – justifie une fois de plus les moyens. Le fait que, pour en arriver là, on instrumentalise également la lutte contre l'antisémitisme, ne doit pas nous étonner.

Signataires :

Ludo Abicht, professeur émérite, Université d'Anvers,

Jean-Jacques Amy, médecin, professeur émérite, Vrije Universiteit de Bruxelles,

Karel Arnaut, professeur, KU Leuven,

Bert Cornillie, professeur, KU Leuven,

Frans Daems, professeur émérite, Université d'Anvers,

Patrick Deboosere, professeur, Vrije Universiteit de Bruxelles,

Lieven De Cauter, professeur, KU Leuven et RITCS,

Herman De Ley, professeur émérite, Université de Gand,

Marc De Meyere, professeur émérite, Université de Gand,

Johan Depoortere, journaliste (retraité),

Ludo De Witte, écrivain,

Ruddy Doom, professeur émérite, Université de Gand,

Charles Ducal, écrivain,

Jan Engelen, professeur émérite, KU Leuven,

Lieve Franssen, cheffe de chœur de la chorale Brecht-Eisler, à Bruxelles,

Carl Gydé, directeur du centre artistique Campo,

Joris Iven, poète,

Paul Lookman, rédacteur en chef de « Geopolitiek in context », auteur de « Het zionistische project Israël » (Le projet sioniste Israël),

Fred Louckx, professeur émérite, Vrije Universiteit de Bruxelles,
Herman Mielants, professeur émérite, Université de Gand,
Jan Orbie, professeur, Université de Gand,
Pieter Saey, professeur honoraire, Université de Gand,
Dr Nozomi Takahashi, membre du personnel scientifique, VIB, Université de Gand,
Anya Topolski, professeure associée, Université Radboud de Nimègue (PB),
Marc Vandepitte, écrivain,
Robrecht Vanderbeeken, secrétaire général de la ABVV-ACOD (culture) (homologue flamande de la FGTB-CGSP),
Michel Vanhoorne, professeur honoraire, Université de Gand,
Aviel Verbruggen, professeur émérite, Université d'Anvers,
Karin Verelst, professeur, Haute École Erasmus ; chercheuse, Vrije Universiteit de Bruxelles,
Bart Vonck, poète, traducteur littéraire, critique,
Viona Westra, politologue, criminologue et ancienne lectrice en communication, journaliste et artiste de scène,
Karim Zahidi, professeur, Université d'Anvers et Université de Gand.

Adresse pour la correspondance :

Herman De Ley,
Kasteellaan 12, 9850 Deinze
herman.deley@ugent.be

Avec nos remerciements chaleureux à Jean Marie Flémal pour la traduction.

1 <https://www.knack.be/nieuws/belgie/n-va-roept-belgie-om-weg-te-blijven-van-antiracismeconferentie-vn/article-news-1772123.htm>.

2 Voir : « Herzog says upcoming UN Durban conference on racism promotes hate ». The Times of Israel, 13 juillet 2021, <https://www.timesofisrael.com/herzog-says-upcoming-un-racism-conference-promotes-hate/> Pour rappel : À peine installé à la présidence d'Israël, Herzog se faisait déjà « remarquer » en qualifiant de « nouvelle sorte de terrorisme » l'action (très limitée) de boycott annoncée par les fabricants de crème glacée américains Ben & Jerry.

3 URL : https://www.belgium.be/sites/default/files/Accord_de_gouvernement_2020.pdf.

4 Voir : <https://www.un.org/en/conferences/racism> .

5 La version officielle complète de ce document (219 paragraphes, 153 pages) peut être lue sur l'URL : https://www.ohchr.org/Documents/Publications/Durban_text_en.pdf .

6 Le paragraphe revient à deux reprises, en des termes relativement identiques, dans la « Déclaration » : dans « Introduction », p. 2, et dans la longue liste des « General Issues » (paragraphe 63, p. 29).

7 Intitulé complet : « Les représentants des organisations non gouvernementales locales, nationales et internationales (ONG) et autres groupements du monde associatif social du monde entier. »

8 On peut en trouver le texte intégral sur : <https://www.hurights.or.jp/wcar/E/ngofinaldc.htm> .